

Thème 1.5 : Comment voit-on l'avenir ? (volet universaliste)

THÉMATIQUE 1 : PRODUCTION - TRAVAIL - REVENUS

Vous trouverez ci-dessous un document d'amorçage de la réflexion sur ce sujet. N'hésitez pas à le télécharger (liens en fin de texte) puis à me le retourner annoté, modifié ou complété sur la boîte richarddomps@gmail.com Je ferai ensuite une synthèse de ces retours, qui sera soumise à la réflexion du groupe de travail qui se sera constitué sur ce thème. Richard Domps, animateur du thème.

Plan du document

1.5.1 – Scénarios sans réformes fondamentales

1.5.2 – Scénarios avec réformes fondamentales

1.5.3 – Mesures institutionnelles (réformes constitutionnelles et lois)

1.5.4 – Communication politique (arguments et contre-arguments)

1.5.1 - Scénarios sans réformes fondamentales

Rappelons d'abord les évolutions actuelles que nous percevons et qui sont d'ailleurs constatées par la plupart des experts en statistique et économie :

- inégalités grandissantes de revenus, les gagnants étant les très-très riches (0,1% de la population),
- affaiblissement numérique des classes moyennes (des statistiques précises seraient les bienvenues)
- augmentation de la pauvreté (pas la pauvreté matérielle absolue, seulement celle mesurée comme un revenu inférieure à 60% du revenu médian)
- faible croissance de la productivité (du fait des emplois improductifs en nombre croissant)-

Si ces phénomènes devaient s'amplifier, on retournerait vers une société ultra-libérale et peu sociale, analogue à celle antérieure à la première guerre mondiale. Et on sait que cette "belle époque", qui ne l'était que pour une partie très réduite de la population, nous a conduit aux dictatures abominables du XXème siècle et à deux guerres mondiales.

A contrario, la période de forte croissance économique d'après-guerre ("les 30 glorieuses") sont celles qui ont vu l'amélioration de la condition des plus pauvres, la réduction des inégalités, l'apaisement social au sens large (baisse de la violence urbaine, de la criminalité,...).

Depuis la crise (1973), on note parallèlement une augmentation de la violence individuelle et de l'inquiétude sociale/sociétale et une tendance à la baisse de l'accroissement de la productivité, ce qui confirme que les constat économiques indiqués en début de chapitre peut être lié à la régression sociétale que beaucoup redoutent.

En l'absence de réforme fondamentale sur les mécanismes de revenus, on peut certainement prédire un retour à la croissance lente (du fait de la captation des revenus par les titulaires d'emplois improductifs), ce qui entraînera une société plus inégalitaire, moins dynamique tant économiquement qu'écologiquement (voir la position des USA et du Brésil), plus violente socialement et peut-être plus guerrière.

1.5.2 - Scénarios avec réformes fondamentales

Rappelons l'essentiel de la réforme proposée : mettre place un revenu universel, c'est-à-dire distribué à absolument tout le monde sans conditions de ressources.

Comme tous les autres revenus (absolument tous), il serait imposable ce qui signifie que de fait il diminuerait en fonction de l'importance des autres revenus.

Dans ce volet de la réflexion (dit "universaliste", le revenu universel ne serait pas un revenu de survie. Il devrait permettre de suffire à lui seul à toutes les dépenses vitales plus quelques extra permettant d'avoir une vie sociale, culturelle et sportive complète et riche. Selon nos propositions, et en l'absence d'accélération rendue possible par l'efficacité accrue de notre système de production, il devrait en effet avoisiner les 2 000€ par mois et par personne à l'horizon de 30/50 ans (voir thème 1.4)

Dans ce contexte, la plupart des tâches et emplois inutiles, estimés à 50% actuellement par David Graeber, auront disparus. Nota : cette estimation de 50% seulement de tâches utiles, soit 15h par semaine (moyenne européenne de 30 heure par semaine dans tous les pays européens de l'Ouest et du Nord) rejoint l'anticipation de John Maynard Keynes qui, vers la moitié du XXème siècle, pronostiquait une durée

moyenne du travail de 15h/semaine au début du XXIème siècle : il n'avait pas prévu la multiplication des "bullshit jobs" !!!

Cette disparition des bullshit jobs ne proviendra pas de décisions gouvernementales à caractère obligatoire, mais interviendra de façon volontaire par les acteurs économiques au niveau le plus décentralisé qui soit et ce sur une longue période (30 à 50 ans) pendant laquelle le revenu universel montera en puissance très progressivement.

Le mécanisme sera approximativement celui-ci :

- ne voyant plus l'intérêt de travailler pour produire des "services" dont personne ne comprend ni ne mesure l'intérêt, les employés de ces secteurs préféreront se consacrer à d'autres activités plus utiles et plus agréables, même si elles ne sont pas rémunérées puisque ils pourront vivre très correctement avec le seul revenu universel.
- en l'absence de salariés pour réaliser les tâches d'exécution dans ces "boulots inutiles", les dirigeants devront abaisser leur rémunération et constateront à leur tour que "peigner la girafe" pour une rémunération sans cesse décroissante, n'a rien d'enthousiasmant : soit ils cesseront à leur tour leur activité improductive (qu'ils n'arriveront plus à faire rémunérer via des ventes de services), soit ils emploieront leur intelligence à de nouvelles activités réellement utiles et productives.

Du coup, on peut estimer que la croissance de la productivité globale rejoindra la croissance de la productivité technique, du fait de la disparition (progressive) des tâches inutiles.

Il s'ensuit qu'il n'est pas déraisonnable de penser que le temps de travail **moyen** pourrait tomber en-dessous de 10h, disons 8h /semaine ce qui représenterait un gain de productivité de 50% (soit 1,38% par an).

En supposant que 2/3 des gens ne soient pas en emploi (salarié ou autre), on arriverait à 24h/semaine pour ceux qui s'investiraient dans un travail productif, soit 3 jours par semaine.

Les 2/3 qui ne seraient pas en emploi, ne seraient pas réellement improductifs :

- ils accompliraient des tâches d'utilité sociale directe (aide aux personnes très âgées, handicapées ou malades ; aide aux devoirs ; coaching en direction d'adolescents et d'adultes en reconversion), les quelles seraient très faiblement rémunérées mais ceci serait tout de même un complément pour s'offrir des "extra" (voyages par exemple)
- ils donneraient leur temps à des conseils délibératifs (élection), consultatifs (tirage au sort) ou à des instances de médiation et de jugement de première instance
- ils se formeraient pour approfondir leurs compétences ou changer de métier
- pour les plus créatifs, ils inventeraient de nouveaux procédés de fabrication, créeraient des œuvres culturelles, amélioreraient les thérapies, créeraient des produits et services encore plus sains et performants,... via la création d'une entreprise qui les rendraient carrément riches. Nota : de même que nous ne prévoyons pas la disparition du travail rémunéré, nous ne prévoyons pas la disparition de la richesse, mais celle-ci sera la contrepartie du talent et de l'utilité sociale et non une captation de revenu du travail d'autrui, via une rente de situation.

Cette société du temps libéré sera donc plus efficace et performante que notre actuelle société administrativo-juridico-comptable où les tâches improductives priment sur les emplois créatifs, pourtant seuls vrais apporteurs de valeur économique et sociale et donc de progrès humain.

1.5.3 - Mesures institutionnelles (réformes constitutionnelles et lois)

Une transformation de long terme sur 30 à 50 ans ne peut pas être abandonnée aux aléas conjoncturel des politiques, qui ont parfois plus en tête leur destin personnel que l'intérêt de la Nation.

Il faudra donc une loi constitutionnelle validée par un référendum, qui indiquera notamment que toute remise en cause de ses dispositions ne pourra intervenir que via un référendum. Cette loi instituera un revenu universel mensuel augmentant au minimum de 40€ par an, plus revalorisation liée à l'inflation. Cette dépense sera considérée comme une dépense obligatoire et prioritaire : autrement dit, les éventuels arbitrages budgétaires ne pourront se faire que sur les autres dépenses.

Cette loi spécifiera également que les autres revenus sociaux baisseront de 2% de leur valeur actuelle chaque année, ce qui signifie leur disparition sous 50 ans, alors que le revenu universel représentera au moins 2 000€ net par mois, ce qui est plus que le salaire médian (1789€ en 2019).

En cas de difficulté conjoncturelle particulière ou de dérive économique non anticipée, le gouvernement pourrait moduler à la baisse les augmentations annuelles, voire annuler tout le dispositif, sous réserve d'une nouvelle loi adoptée par référendum.

2.5.4 - Communication politique (arguments et contre-arguments)

Nous avons vu en thème 1.4-Universaliste (chapitre 1.4.7) que le revenu universel s'accroîtrait de 32 milliards par an et que les autres transferts sociaux en voie d'extinction (-2% par an) allégeraient la facture d'une bonne dizaine de milliards, le solde étant positif pour toutes les catégories de population (notamment les familles, vu que les enfants pourraient bénéficier d'un revenu équivalent, du moins pour les 2-3 premiers afin de conserver une politique nataliste écologiquement soutenable).

En termes de communication politique, on insistera sur le fait que ce processus de transformation est très progressif et n'impliquera aucun à-coup dommageable, ni à l'économie en général, ni à la compétitivité de la production française.

Au contraire, on notera et rappellera, que la réduction du travail improductif, qui pèse sur les finances des entreprises, augmente leur compétitivité à l'exportation.

Enfin les bonnes idées ayant vocation à être copiées (comme les évolutions démocratiques du trio Royaume-Uni/ Etats-Unis/France dans la seconde moitié du XVIIIème siècle), il y a fort à penser que les effets positifs de cette évolution seront perçus par d'autres pays qui s'y engageront à leur tour.

Pour les inquiets, il suffira d'indiquer que c'est tout-à-fait soutenable sous l'angle économique et budgétaire et qu'on jugera sur pièce des effets à l'horizon d'une dizaine années (soit deux quinquennats). Si jamais il était judicieux de corriger la trajectoire dans le sens de l'accélération ou du ralentissement, les gouvernements pourraient sans difficulté proposer des évolutions de la loi constitutionnelle, **toujours via un référendum** afin qu'il y ait un large débat public tranché de la manière la plus démocratique possible.

Quant aux très pessimistes qui estiment que "tout est déjà foutu" et qu'il est trop tard pour agir, on leur indiquera que c'est peut-être la seule chance d'éviter la catastrophe et que cela vaut le coup de tenter cette "révolution tranquille et progressive" tant sous l'angle sociétal qu'écologique : cela pourra nous éviter des troubles, et même des révolutions ou des guerres.